



Brève n° 12 du 21 juillet 2016

La République attaquée / Changement de gouvernance à l'INRA

La République attaquée

L'attentat effroyable commis à Nice, le jour de la Fête Nationale, a plongé une fois de plus notre pays dans la consternation et la tristesse.

Cette nouvelle attaque vise délibérément la République et ses valeurs. Nous nous inclinons devant les victimes et exprimons toute notre solidarité avec les familles, avec ceux qui ont été blessés au cours de cet acte de haine.

Nous saluons à la fois l'action des forces de l'ordre et des équipes de secours, ainsi que tous ceux qui sont intervenus auprès des victimes.

La CFDT appelle à l'unité et au respect des institutions de la République. La violence, d'où qu'elle vienne, quel que soit l'endroit où elle frappe, n'aura pas le dernier mot.

L'état d'urgence et la réponse sécuritaire ne peuvent constituer la seule réponse à la menace terroriste. Aujourd'hui, il faut lutter contre les replis, les stigmatisations, les divisions afin de continuer à faire société ensemble.

Changement de gouvernance à l'INRA

Fin de l'épisode politique, Philippe Mauguin est nommé PDG de l'INRA.

Cette nomination a suscité beaucoup d'émotion chez les agents INRA qui s'attendaient au renouvellement dans ses fonctions de François Houllier. La CFDT s'en était fait l'écho devant le Ministère de l'Agriculture le 7 juillet dernier au cours d'une réunion d'instance (CNESERAAV). La volonté de donner une impulsion supplémentaire à l'Institut sur la durabilité et l'indépendance par rapport aux lobbies a été avancée par le ministère.

En parallèle de l'instruction, l'utilisation des adresses mails des agents de l'INRA par le groupe INRAalerte, inconnu, sauf pour ceux qui ont pu savoir qu'il était piloté par un haut responsable scientifique de la maison, n'est pas non plus propice à conduire à un débat serein.

Il s'agit maintenant de voir quelles seront ces priorités effectives, d'après l'audition au Sénat http://www.senat.fr/les_actus_en_detail/article/presidence-de-linra.html

Le futur président souhaite augmenter l'effort sur l'agro-écologie et aussi sur l'innovation de terrain. Voilà qui est intéressant, en espérant que les responsables de la rue de l'Université acceptent d'entendre que les équipes de chercheurs sur le terrain peuvent être de vrais acteurs du partenariat. C'est un discours que l'on a déjà entendu, sans qu'il soit suivi d'effets ; qu'en sera-t-il aujourd'hui ? Il faudra aussi compter dans les évaluations d'équipes tout le temps passé à faire du lien, en effet, le transdisciplinaire est coûteux en temps et en énergie qui n'est pas passée à publier à tour de bras, d'où souvent, son peu de succès.

P. Mauguin a prudemment expliqué que les autres recherches plus fondamentales ne seraient pas remises en cause. Comment l'équilibre sera-t-il maintenu ? Quelles seront les concertations pour placer le curseur entre le fondamental et les recherches sur l'innovation, très différentes d'un processus descendant où la recherche transférerait "ce qu'il convient de faire" ?

L'autre priorité sur l'enseignement et la participation de l'INRA aux Comue(s) peut être entendue comme contradictoire avec la volonté de maintenir l'INRA comme organisme de recherche national avec son autonomie scientifique, également défendue par P. Mauguin. L'exemple donné sur Saclay n'est pas de bon augure... La concertation sur ce dossier sera également une bonne manière de juger des capacités de notre nouveau Président à prendre en main son rôle de manière indépendante.

Pour en finir avec l'instruction du dossier, la loi dit que le PDG est nommé par le Président de la République et depuis peu que cette nomination intervient après appel à candidature et consultation d'une commission. Ensuite, la constitution dit que pour les grands organismes, le parlement a son mot à dire et nous aurions souhaité une instruction au Parlement sur le fond plus développée afin de mieux appréhender les positions de la nouvelle présidence sur la stratégie scientifique. Cependant, l'INRA a besoin d'évoluer et il aurait été préférable de connaître de manière comparative les positions des deux candidats !

Il nous reste maintenant à juger de la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie, avec des équipes dirigeantes renouvelées (c'est aujourd'hui nécessaire), intégrant plus les personnels dans sa construction. En effet, la cooptation est un mal dont souffre depuis trop longtemps la société française ; elle explique la défiance de nombreux concitoyens envers un système politique sclérosé.

La CFDT, sans esprit polémique, y veillera. Elle est en attente de confronter ses idées avec celles du nouveau PDG, qui se veut un adepte du dialogue social, pour aller au-delà des déclarations d'intention.